

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'Environnement

ARRETE n° 03-DRCLE/1-367

établissant un périmètre de servitudes d'utilité publique
autour du Centre d'Enfouissement Technique exploité par TRIVALIS
sur le territoire de la commune de GIVRAND

Le Préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

VU l'ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

VU le code de l'environnement, et notamment l'article L515-12 modifié par la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié;

VU le décret n° 89-837 du 14 novembre 1989 relatif à la délimitation des périmètres dans lesquels peuvent être instituées des servitudes d'utilité publique en application des articles L.515.8 et L.515.9 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 89-838 du 14 novembre 1989 portant application de l'article L 515.8 du code de l'environnement et modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés, et notamment son article 9 ;

VU l'enquête publique prescrite du 15 avril 2002 au 14 mai 2002 sur la demande d'autorisation d'exploiter un site de traitement d'ordures ménagères, après surélévation du centre d'enfouissement technique situé sur le territoire de la commune de GIVRAND déposée par Monsieur le Président du Syndicat Mixte Mer et Vie ;

VU la demande du 22 novembre 2002 d'établissement de servitudes d'utilité publique autour du périmètre d'exploitation du Centre d'Enfouissement Technique, situé en Z.A.E. du Soleil Levant à GIVRAND, présentée par Monsieur le Président du Syndicat Mixte Mer et Vie ;

VU les avis de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

VU les avis de la Direction Départementale de l'Equipement ;

VU les avis du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 avril 2003 qui a soumis la demande d'institution de servitudes susvisée à l'enquête publique, pendant un mois, dans la commune de GIVRAND, commune d'implantation du Centre d'Enfouissement Technique ;

VU les avis émis par les conseils municipaux de GIVRAND, SAINT GILLES CROIX DE VIE et LE FENOUILLE ;

VU le rapport et les conclusions émises par le commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête publique ;

VU le courrier en date du 11 mars 2003 adressé par le Syndicat Mixte TRIVALIS à l'inspecteur des installations classées déclarant la reprise à son compte de l'exploitation du C.E.T. ;

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 28 mai 2003 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 24 juin 2003 ;

CONSIDERANT la situation de la zone à exploiter à moins de 200 mètres de la limite de propriété du site ;

CONSIDERANT l'absence de contrats ou conventions garantissant l'isolement du site par rapport aux tiers ;

CONSIDERANT la nécessité d'établir un périmètre de servitudes d'utilité publique autour de la zone exploitée mentionnée ci-dessus ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vendée;

A R R E T E :

Article 1er – Il est institué une servitude d'utilité publique pour l'exploitation par le Syndicat Mixte TRIVALIS, d'un site de traitement d'ordures ménagères, après surélévation du Centre d'Enfouissement Technique situé sur le territoire de la commune de GIVRAND en Z.A.E. du Soleil Levant. Cette servitude est prescrite pour prévenir les risques qui pourraient en résulter, en application de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 et de l'article 24 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1997.

Article 2 – PERIMETRE

Le périmètre concerné par les servitudes est représenté par une bande foncière de 200 mètres autour du Centre d'Enfouissement Technique projeté sur la commune de GIVRAND – Z.A.E. « Le Soleil Levant », au lieu-dit « Tous Vents ».

Les parcelles concernées par la constitution des servitudes sont les suivantes (pour tout ou partie des parcelles cadastrées mentionnées) :

2-1 Commune de GIVRAND			
B533	B546	B623	B1001
B534	B547	B1637 } ex 624	B1002
B535	B548	B1635	B1003
B536	B549	B626	B1007
B537	B1617} ex 609	B989	B1072
B539	B1618} ex 609	B990	B1190
B540	B616	B996	B1191
B541	B619	B997	B1226
B543	B620	B998	B1227
B544	B621	B999	B1008
B545	B622	B1000	B1006

2-2 Commune de SAINT GILLES CROIX DE VIE	
B636	B639
B637	B642
B638	B641

2-3 Commune de LE FENOILLER		
B842	B866	B870
B854	B867	B871
B855	B868	B872
B856	B869	

Le plan de situation des parcelles grevées est annexé au présent arrêté.

Article 3 – REGLES

Le contenu de la servitude est le suivant :

Sur l'emprise parcellaire précitée et dans un périmètre de 200 mètres, hormis les activités exercées par le Centre d'Enfouissement Technique, il est constitué des servitudes d'utilité publique de type non aedificandi pour les bâtiments à usage d'habitation :

Sont interdits :

- habitations individuelles ou collectives ;
- terrains de camping ou assimilés ;
- tout dépôt de produits ou matières inflammables à une distance proche des limites du CET (<15 mètres)

Dans ce périmètre s'appliqueront les prescriptions particulières en cas de modifications du sous-sol, concernant les éléments suivants :

Devront être soumis à étude d'impact préalable les ouvrages ou travaux suivants :

- création de captage d'eau, puits, forage ;
- création de carrières, galeries souterraines ;
- travaux de drainage en profondeur, affectant les eaux souterraines ;

Les ouvrages suivants pourront être autorisés :

- ouvrage de récupération des eaux superficielles (retenues collinaires...)
- implantation de bâtiments agricoles (stockages, animaux...)
- implantation de bâtiments n'ayant pas vocation d'habitation (Zone d'Activité, installations de collecte ou de traitement de déchets...)

Article 4 – MODALITES D'INSTITUTION DES SERVITUDES

Les servitudes d'utilité publique objets du présent arrêté seront instituées jusqu'à la fin de la période post-exploitation du C.E.T., soit 30 ans après la fermeture du site.

Ces servitudes sont annexées aux plans locaux d'urbanisme des communes concernées, dans les conditions prévues à l'article L.126-1 du code de l'Urbanisme.

Dans l'hypothèse où les déchets seraient retirés de la zone de stockage, les servitudes cesseraient de produire leur effet.

Article 5 – PUBLICITE DE L'ARRETE

a) – En mairie de GIVRAND, SAINT GILLES CROIX DE VIE et LE FENOILLER :

- * une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée,
- * un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès-verbal dressé par les soins de chaque maire et transmis à la Préfecture, bureau de l'environnement.

b) - Un avis est inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 6 – DIFFUSION

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit être affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Une ampliation du présent arrêté sera transmis à chaque commune concernée par le périmètre des servitudes et à chacun des propriétaires, titulaire de droits réels ou leurs ayants droit.

Article 7 – POUR APPLICATION

Le secrétaire général de la Préfecture de la Vendée, le Sous-Préfet des Sables d'Olonne, les maires de GIVRAND, SAINT GILLES CROIX DE VIE et LE FENOULLER, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement à Nantes, l'inspecteur des installations classées à La Roche sur Yon, le directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur départemental de l'Equipeement, le chef du service interministériel de Défense et de Protection Civile, le directeur départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le directeur départemental des services d'Incendie et de Secours et le commandant du Groupement de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 22 juillet 2003

Le Préfet de la Vendée,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Salvador PÉREZ